Being represented, contributing and creating society.

Par Responsable éditoriale

Être représenté, contribuer, faire société pose la question du privé et du public, de la démocratie et de ses formes, des types et des modalités du vivre-ensemble, de la contribution et de l'exclusion selon un ensemble de perspectives liées à l'histoire, la géographie, l'anthropologie, l'économie, la philosophie, la littérature, la science politique, la représentation esthétique, les arts de la parole, de l'utopie à la servitude volontaire.

Les Rendez-vous Condorcet prennent le relais des Conférences Campus Condorcet. Un lundi par mois à 18 h 30, vous êtes invité à une conférence scientifique dans un lieu emblématique d'Aubervilliers.

14 octobre 2019 à 18 h – La Commune, centre dramatique national d'Aubervilliers, 2 Rue Edouard Poisson, Aubervilliers

La crise de la représentation peut-elle être résolue en tirant au sort nos représentants ?

- **Yves Sintomer**, politiste, Université Paris VIII
- Modération :**Pierre-Antoine Fabre**, historien des religions, EHESS

18 novembre 2019 à 18 h – Centre de colloques du Campus Condorcet, Place du Front populaire, Aubervilliers

Le temps pour faire société

- **Frédéric Worms**, philosophe, ENS
- **François Hartog**, historien, EHESS
- Modération :**Vincent Delecroix**, philosophe, EPHE

Cette conférence prendra la forme d'un dialogue entre un historien, François Hartog, et un philosophe, Frédéric Worms, sur la spécificité de la situation contemporaine, à travers ses représentations du temps, chaque conférencier rencontrant les questions de l'autre : quel est notre « régime d'historicité »? Comment penser le « présent » ? Constitue-t-il un « moment » déterminable ? Comment répondre à ces défis ? Nos deux conférenciers exploreront les écarts existant entre temps cosmique, historique et politique, et les conséquences sur les manières de faire société.

13 janvier 2020 à 18 h 30 – CRR 93 Conservatoire à rayonnement régional à Aubervilliers, 5 Rue Edouard Poisson, Aubervilliers

Les paradoxes de la représentation politique : autour de l'expérience communale

- **Patrick Boucheron**, historien, Collège de France
- Modération :**Maud Perez-Simon**, médiéviste, Université Sorbonne-Nouvelle

Une des manières les plus communes d'exprimer nos embarras politiques est d'évoquer une crise de la représentation : un fossé grandissant entre gouvernants et gouvernés mettrait en défaut l'espoir, pour chacun, d'être représenté, de contribuer à la chose publique et, partant, de faire société. L'inquiétude, en vérité, est double : les élites ne se représentent plus bien ce qu'est le peuple, le peuple ne se sent plus représenté par les élites. Telles sont les paradoxes de la représentation — envisagée ici dans son double sens de délégation politique et de représentation imaginaire. Pour les comprendre, un détour dans l'histoire peut s'avérer utile. On envisagera donc ici de réfléchir partir de l'Italie communale et de ses expériences politiques, mêlant une politique de l'image à des pratiques de représentation.

27 Janvier à 18 h 30 – Centre de colloques du Campus Condorcet, Place du Front Populaire, Aubervilliers

Être jeune dans un quartier populaire, une recherche participative

- **Marie-Hélène Bacqué**, sociologue et urbaniste, Université Paris Nanterre ;
- **Christine Bellavoine**, sociologue, Mairie de Saint-Denis ;
- **Jeanne Demoulin**, Maîtresse de conférences en sciences de l'éducation, Université Paris Nanterre ;
- **Claudette Lafaye**, Maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris 8 ;
- **Farid Mouhous**, Chargé de mission Insertion / Emploi, Mairie d'Aubervilliers ;
- **Alain Vulbeau**, Professeur émerite en sciences de l'éducation, Université Paris Nanterre et un groupe de jeunes ayant participé au projet
- Modération**Carlos Semedo**, ancien directeur de la Vie associative et des relations internationales de la mairie d'Aubervilliers

Depuis deux ans une équipe pluridisciplinaire de chercheurs a engagé une recherche participative avec des partenaires associatifs, des professionnels de la jeunesse et une centaine de jeunes habitant dans dix quartiers populaires de l'Ile de France dont Aubervilliers, Pantin et Saint-Denis. En appréhendant les expériences des jeunes, filles et garçons, à partir de leurs ancrages territoriaux, de leurs trajectoires, de leurs représentations sociales et en les replaçant dans une histoire passée et présente des quartiers populaires, il s'agissait de saisir les dynamiques contradictoires qui traversent ces quartiers et contribuent à leurs reconfigurations. La recherche est partie de l'expérience des jeunes dans l'objectif de coproduire des connaissances avec eux et de les mettre en discussion dans une perspective de sciences citoyennes. Au cours d'ateliers et par la production de courts films vidéos puis d'un ouvrage collectif encore en rédaction, les jeunes ont réfléchi sur plusieurs thèmes dont celui de l'engagement qui sera plus particulièrement développé dans cette conférence.

24 février 2020 à 18 h 30 – La commune, Centre dramatique national d'Aubervilliers, 2 Rue Edouard Poisson, Aubervilliers

Comment préserver la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme à l'heure de la mondialisation ?

- **Mireille Delmas-Marty**, juriste, Collège de France
- Modération :**Agnès Tricoire**, avocate à la Cour de Paris, Université Paris 1

16 mars 2020 à 18 h 30 – Centre de colloques du Campus Condorcet, Place du Front populaire, Aubervilliers

Les populismes : La crise nationale des États-nations

- **Philippe Roger**, historien, EHESS
- **Bruno Karsenti**, philosophe, EHESS
- Modération :**Barbara Cassin**, philosophe et académicienne, CNRS

Il y a des populismes, qui diffèrent entre eux suffisamment pour mettre en doute l'unité de la catégorie. D'où le soupçon que celle-ci n'en soit pas vraiment une, qu'elle serve surtout d'invective ou d'insulte, de péjoration afin de discréditer l'adversaire. C'est pourtant en assumant plus rigoureusement le pluriel qu'on rejoint la portée philosophique du mot. Dans les populismes, il n'en va pas seulement de polémique. Il en va de certaines tendances à l'œuvre dans les différents courants politiques qui structurent la modernité. Et donc d'une appréhension plus fine et plus discriminante de ce que nous sommes sur le point de devenir.Le libéralisme, le socialisme, le nationalisme, chacun est disposé à sécréter du populisme, son populisme, avec sa coloration particulière. Cela lui arrive à un moment précis : lorsqu'il est confronté à l'exigence de « faire peuple », et pas seulement à exposer et à justifier la bonne manière de « faire société ». Le populisme naît de l'écart entre ces deux exigences, inséparables et pourtant distinctes. C'est pourquoi, en régime démocratique, ou plutôt dans une forme de société démocratique, il est voué à resurgir et à prendre de multiples formes. Nous essaierons de dégager une topique de ces formes, et d'indiquer quelques principes qui nous permettent de nous y orienter. Cela, sans récuser ni donner raison a priori à ce qui n'est assurément pas dépourvu de fondations dans notre condition de modernes : les populismes, nos populismes.

20 avril 2020 à 18 h 30 – Lycée Le Corbusier, 44 Rue Léopold Rechossière, Aubervilliers

Les prérequis démocratiques de la transition écologique

- **Bastien François**, professeur de science politique, Université Paris 1
- Modération :**Pierre Bonin**, histoire du droit, Université Paris 1

La transition écologique implique que nous allons devoir inventer une nouvelle société, plus sobre, plus résiliente, plus attentive aux générations futures. Nous allons devoir inventer aussi une société plus juste car il n'est pas possible de réduire la composante matérielle de nos économies et de nos vies quotidiennes – dans l'objectif de tenir compte du principe de finitude des ressources – sans réduire dans le même temps les inégalités entre les individus. Consommation, production, travail, alimentation, mobilités, habitat, énergie, fiscalité, flux internationaux, etc., tout doit être remis à plat. Et pas seulement par le sommet, dans de vastes plans élaborés « d'en haut » par les élites dirigeantes, mais au plus près de chacun d'entre nous, dans notre vie quotidienne, et avec la participation et le consentement de tous. Faute de quoi les contraintes de la transition écologique affecteront en premier lieu ceux qui – les plus démunis – paient déjà au prix fort les coûts de la crise écologique. Pour réussir cela, alors que nous affrontons une crise de défiance dans la représentation politique, il nous faut refonder les mécanismes qui nous permettent de définir collectivement notre avenir et renforcer fortement la capacité du politique à faire société. Il faut introduire également dans notre démocratie des préoccupations inédites : comment prendre en charge les enjeux du long terme et représenter les générations futures ? Comment mettre une science « éclairante » au service des responsables politiques et des citoyens, et donc de l'élaboration et de l'évaluation démocratique des politiques publiques ? La transition écologique que nous devons inventer suppose de fonder une nouvelle démocratie adaptée aux enjeux du 21ème siècle.

18 mai 2020 à 18 h 30 – Le Zingaro, 176 Avenue Jean Jaurès, Aubervilliers

Être représenté, faire l'Europe : l'exemple de la Cour de Justice de l'Union Européenne

- **Jean-Michel Rachet**, Cour de justice de l'Union européenne, Luxembourg
- Modération :**Michèle Gendreau-Massaloux**

Être citoyen consiste, d'une manière ou d'une autre, à contribuer à l'œuvre politique. Si les contemporains oublient que la représentation politique est consubstantielle à une interrogation permanente portée sur le principe même et les modalités de la représentation, ils contribuent à ce qu'il est convenu d'appeler la crise de cette représentation en associant à la critique naturelle du système politique le rejet que leur inspire ce qu'ils en considèrent comme la dérive, voire le défaut ontologique. Changeons d'échelle pour se placer à l'aune d'un continent. Quand la crise de la représentation épouse celle de la forme ou du contour que devrait revêtir une construction d'un ensemble politique moderne, il devient primordial de s'interroger sur la manière pour un citoyen d'être représenté en Europe. La question ainsi posée, il paraît judicieux de s'intéresser à l'exemple de la Cour de justice de l'Union européenne. La Cour de justice de l'Union européenne est la plus ancienne des institutions de l'Union, en ce sens, d'une part, que la date de sa création remonte à 1952 (date de la création de la première Cour dite du Charbon et de l'Acier) et que la dénomination d'institution européenne s'applique aux entités juridiques auxquelles les traités confèrent des fonctions politiques ou juridiques pour en assurer la bonne application, d'autre part. La naissance et le développement d'une institution judiciaire au niveau voulu par les États membres dans le cadre d'une construction fondée sur le respect de la règle juridique et dont la jurisprudence est créatrice de droits pour les citoyens de l'ensemble ainsi construit (l'Union) sont du plus grand intérêt pour qui s'intéresse aux formes modernes de la représentation.Comment l'existence même de l'institution et son œuvre prétorienne participent-elles au fait d'être représenté aujourd'hui en Europe ? Les modalités d'accès à la justice européenne, la prise en compte des systèmes juridiques des États membres dans le fonctionnement du système, la particularité et l'originalité de la défense et de la promotion du multilinguisme distinguent le rôle de la Cour dans les caractéristiques d'une citoyenneté européenne en construction. Du rappel des origines de la Cour à son

développement, de la description de son fonctionnement à l'affirmation du caractère exemplaire de sa contribution à l'édification d'un nouveau modèle de représentation d'une citoyenneté européenne : comment le fait d'être représenté en Europe par le droit et dans sa langue peut contribuer à faire l'Europe ?

8 juin 2020 à 18 h 30 – Centre de colloques du Campus Condorcet, Place du Front populaire, Aubervilliers

Le prix de la démocratie

- **Julie Cagé**, économiste, Sciences Po Paris
- Modération :**Geneviève Schmeder**, économiste, Conservatoire national des arts et métiers à Paris

Une personne, une voix : la démocratie repose sur une promesse d'égalité qui trop souvent vient se fracasser sur le mur de l'argent. Financement des campagnes, dons aux partis politiques, prise de contrôle des médias : depuis des décennies, le jeu démocratique est de plus en plus capturé par les intérêts privés. Se fondant sur une étude inédite des financements politiques privés et publics dans une dizaine de pays sur plus de cinquante ans, dans cette conférence Julia Cagé passera au scalpel l'état de la démocratie et fera le récit des tentatives de régulation des relations entre argent et politique. La question du financement de la démocratie n'a jamais véritablement été posée ; celle de la représentation des classes populaires doit l'être sur un mode plus radical. Pour sortir de l'impasse, Julia Cagé fera des propositions pour révolutionner la façon de penser la politique, des Bons pour l'Egalité Démocratique à l'Assemblée mixte.

Résumé

Être représenté, contribuer, faire société pose la question du privé et du public, de la démocratie et de ses formes, des types et des modalités du vivre-ensemble, de la contribution et de l'exclusion selon un ensemble de perspectives

liées à l’histoire, la géographie, l’anthropologie, l’économie, la philosophie, la littérature, la science politique, la représentation esthétique, ...